

Monsieur le président, Madame la ministre, Madame la rapporteure, Messieurs les rapporteurs, chers collègues,

Depuis plusieurs années, nos forces armées sont engagées sur plusieurs théâtres extérieurs et déployées sur le territoire national. Avant d'examiner le budget, je veux rendre hommage aux hommes et femmes mobilisés. Mes chers collègues, il faudra décider si le budget proposé par le gouvernement est suffisant pour leur permettre d'assurer leur mission. Nous pensons que ce n'est pas le cas.

Le gouvernement s'est beaucoup vanté d'augmenter d' 1,8 milliard d'euros le budget de la Défense. Mais une lecture attentive ruinera les espérances de ceux qui en cultivent encore.

Car de cette somme, il faut déjà défalquer 850 millions d'euros de crédits annulés en 2017 et qu'il faudra bien compenser.

Il faut également prendre en compte les dépenses induites par les décisions du précédent gouvernement. Le maintien de 18 700 emplois décidé avant 2017 va absorber une partie du fameux milliard huit.

Sur cette somme toujours, deux cents millions sont immobilisés pour les OPEX. Et il faut craindre qu'à terme leur financement interministériel ne s'érode au point de disparaître. Le premier ministre a d'ailleurs fait savoir que c'est son souhait.

En outre, les mêmes OPEX ont imposé l'achat de matériels qui représente une dépense de 3 milliards étalée entre 2017 et 2019.

Or, l'exercice 2017 n'est pas bouclé : les recettes exceptionnelles prévues n'ont pas été atteintes et, rappelons-le, Madame la ministre, vous n'êtes toujours pas en mesure de garantir le dégel de 700 millions d'euros encore en suspens.

Votre budget n'est pas crédible.

Pourtant la Défense a urgemment besoin que le gouvernement mette en adéquation les moyens et les missions.

Les budgets des précédentes années ont été si insuffisants qu'on demande aux soldats d'acheter eux-mêmes leur matériel.

Les modestes programmes qu'a invoqués la majorité en commission ne suffiront pas à renverser la tendance. Dans la Marine, le nombre de patrouilleurs est si faible pour surveiller et protéger notre territoire maritime, que cela reviendrait à protéger l'hexagone avec deux voitures de police.

L'armée de l'air n'est guère mieux lotie. Le rapport de notre collègue Cornut Gentile sur le transport aérien stratégique souligne que la flotte, en période d'opérations, atteint un taux de disponibilité de 7% .

Quant à l'armée de terre, le matériel qu'elle utilise est bien souvent d'une ancienneté alarmante ; le cas des VAB est exemplaire. Mis en service en 1976, leur reblindage coûte très exactement le prix du véhicule Griffon qui devrait déjà les avoir remplacés.

On pourrait longuement faire le catalogue des misères d'une armée qui repose plus que jamais sur la bonne volonté des hommes et des femmes qui la composent.

Mais, eux aussi s'épuisent, notamment du fait de l'opération Sentinelle dont les mérites sont largement remis en question par les spécialistes ; les ressources humaines se tarissent : leur renouvellement est loin d'être garanti. On a entendu le chef d'Etat-Major de l'armée de terre se donner pour objectif de disposer en 2018 d'une armée revenue au même niveau de formation qu'en 2015.

Le gouvernement pourra bien protester qu'il hérite de cette situation.

Ce sera peu crédible alors que le locataire de l'Élysée a auparavant occupé Bercy pendant deux ans. En plus de l'insuffisance des moyens, il faut regretter l'absence de vision. La majorité se refuse au débat et nous renvoie à la discussion de la prochaine Loi de Programmation Militaire. Elle brandit surtout la revue stratégique, qui a le mérite de dresser une liste exhaustive des menaces mais ne produit aucune réflexion.

Elle ne tire aucun bilan stratégique des OPEX.

Le repositionnement opéré par les grandes puissances n'est pas examiné.

Rien n'est tenté pour produire une doctrine d'emploi des forces en rapport avec la nature des menaces.

Le débat nécessaire sur la dissuasion nucléaire a été tranché avant même d'être ouvert.

Les effets qu'aura la recréation d'un service national ne sont pas envisagés.

Une seule ligne stratégique : l'alignement de la France sur l'OTAN, c'est-à-dire sur les intérêts états-uniens. Le mantra de la défense européenne n'est qu'un artifice. Les traités font de l'adhésion à l'OTAN une obligation ; aucun intérêt général européen n'est discernable en matière de défense et les tentatives de coopération à ce sujet n'ont jamais donné satisfaction. Même l'objectif de faire parvenir le budget de la défense à 2% du PIB n'est rien d'autre que la soumission à une injonction otanienne.

La stratégie est première ; c'est elle qui doit dicter les orientations budgétaires. Or, en l'absence de vision claire du gouvernement, ce sont les orientations de cette organisation obsolète et pourtant expansionniste qui finissent par faire loi.

Les postures ne résistent pas à l'examen des faits. Avec ce budget, le gouvernement poursuit dans la voie de ses prédécesseurs. Le groupe de la France insoumise promet pour sa part un nouvel indépendantisme français et donc votera contre ce budget.